



Statistiques tribales au Burundi en 1986...

Dans une interview à *Jeune Afrique* (n° 1448 — 5 octobre 1988), l'ancien président J.-B. Bagaza déclarait que, du temps de la II^e République, il n'était pas fait aucun décompte ethnique.

Dans la « Lettre ouverte à son Excellence le Président de la République (Pierre Buyoya) du Burundi à Bujumbura » rédigée par vingt-sept intellectuels hutu le 22 août 1988, il est fait référence à Côme Bibonimana, ancien député, et « depuis longtemps poursuivi pour avoir dénoncé les statistiques tribales du ministère de l'Éducation ».

Les documents qui sont présentés ici infirment les propos de l'ancien président et donnent un aperçu de ces statistiques tribales du ministère de l'Éducation.

De quels documents s'agit-il ?

Les documents n° 1 et 2 sont des lettres d'un inspecteur scolaire du ministère de l'Éducation demandant un rapport sur la composition ethnique des élèves pour les écoles de Vumbi, Gusara, Mugenda, Kanyinya.

Les documents n° 3, 4 et 5 présentent des exemplaires des rapports sur la composition ethnique de certaines classes et des corps enseignants pour les écoles de kanyinya 1, Mutara, Mutama, Vumbi, Ceru, Sasa, Ntega et Gisitwe.

Le document n° 6 est la conclusion d'un rapport administratif adressé par un directeur d'école secondaire à sa hiérarchie.

Ces documents portent sur un canton scolaire, celui de Kirundo (le pays comprend 26 inspections cantonales), dans le nord-ouest du pays, pendant l'année scolaire 1985-1986.

Diverses écoles primaires sont présentées : Kanyinia 1, Mutara, Murama, Vumbi, Gikomero, Ceru, Sasa, Ntega et Gisitwe. Toutes ces écoles sont situées dans un périmètre qui a sans doute été affecté par les événements récents d'août 1988.

Certains documents portent la mention A (tutsi) et B (hutu). D'autres sont beaucoup plus directs dans leur formulation. On peut affirmer que,

pour toutes les écoles du pays, un tel recensement a été fait ou était en train de se faire. Peut-on penser qu'il s'agisse d'une initiative isolée prise par un inspecteur ? Dans ce pays, la mythique du pouvoir et le respect de la hiérarchie sont trop forts pour laisser libre cours à des initiatives individuelles de ce type. Le directeur général de l'enseignement de base, Deo Ndarusanze, et le ministre de l'époque, Isidore Hakizimana, étaient sans nul doute les instigateurs de ces pratiques. Cela correspond parfaitement à la réputation de l'ancien ministre. Est-ce que l'ancien ministre, le lieutenant-colonel Jean-Claude Ndyio, avait rompu avec des pratiques de ce type ? Il l'affirme, mais, à ce jour, rien ne le prouve.

Ce document peut-il avoir échappé à l'ancien ministre et être l'œuvre de la Sûreté du territoire ? C'est une hypothèse qui n'est pas à exclure totalement, mais cela prouverait qu'il y a, malgré les dénégations, un contrôle ethnique très poussé, puisqu'il s'intéresse aux gamins de 13 à 14 ans.

Que nous apprenent ces données ?

Des informations sur les « statistiques ethniques »

Il serait intéressant d'avoir plus de données pour établir des statistiques (officiellement celles-ci n'existent pas, les estimations actuelles reposent sur les dernières données de l'époque coloniale). Mais sur les 489 élèves relevés, on trouve 299 Hutu (62,4 %), 180 Tutsi (36,8 %) et 10 Rwandais. Ces chiffres révèlent une forte proportion d'élèves tutsi. On a coutume de penser que dans cette région, le pourcentage de Tutsi est de moins de 10 %.

Deux hypothèses peuvent permettre d'expliquer ces données :

— ou ces évaluations régionales sont fausses. Les tutsi sont plus nombreux ;

— ou un biais intervient qui permet aux tutsi d'être plus nombreux à l'école primaire, et notamment les dernières années.

Il ne faut oublier que le taux d'alphabétisation au Burundi est de 30 %. En 1983, le taux de scolarisation dans la province de Kirundo était de 19,9 %. Dans ce cas, cela signifierait que, dès l'école primaire, la scolarisation hutu est moins importante que celle des tutsi.

Le double langage du pouvoir

D'un côté, le gouvernement de la II^e République affirmait qu'il ne reconnaissait que des Barundi, qu'il ne faisait pas de distinction, et qu'il ne tenait pas compte des origines, et d'un autre côté, dans cette approche, on observe un relevé méticuleux des origines ethniques des enseignants et des élèves. Les précautions que signale l'inspecteur scolaire sont révélatrices de ce sentiment de double jeu.

En quoi est-il nécessaire à une ligne politique ethnique de connaître l'évolution des effectifs scolaires ? Un pouvoir issu de l'ethnie minoritaire est condamné à terme si un système de démocratisation de l'enseignement est mis sur pied. Qui plus est, une trop grande explosion scolaire est

porteuse de menaces. Il faut donc connaître le débit. Plusieurs statistiques portent sur la 6^e année du primaire. C'est-à-dire la fin du cycle primaire. Au Burundi, un concours national sanctionne la fin du primaire. Sa réussite autorise à passer dans le secondaire. Son échec condamne à la vie active ou à quelques formations courtes (centres de formation polyvalents). Seulement 6 % des élèves du primaire intègrent l'enseignement secondaire (en 1983, 18 000 élèves à l'enseignement secondaire et technique pour 290 000 élèves dans le primaire).

Jean-Pierre Pabanel

Post-scriptum

Au lendemain des événements qui ont éclaté à Netga et à Marangara, en août dernier, l'affaire scolaire qui avait touché justement la province de Kirundo, il y a deux ans, offre matière à réflexion. Le comptage ethnique, lancé en avril 1986 par l'inspecteur primaire sur les effectifs de l'année terminale des écoles de son canton, avait à l'époque fait scandale à Bujumbura. Une enquête avait été menée en haut lieu et des sanctions prises contre les fonctionnaires impliqués.

Cette affaire fut un des signes de la dégradation de la situation politique à la fin du régime Bagaza. Elle reflétait, notamment, la remontée d'un extrémisme tutsi, inquiet de la réintégration notable des Hutu dans les études secondaires et supérieures, c'est-à-dire, à terme, dans les cadres de l'État : un enjeu essentiel de la crise d'août 1988 et des évolutions politiques actuelles. Elle illustre aussi les rancœurs qui avaient pu s'accumuler chez les Hutu de cette région du nord-est du pays.

Document n° 1

Monsieur M.,

Je vous rappelle de fournir à Sylvère les renseignements (Vumbi — Gusara — Mugendo et Kanyinya) avant le 9/4/86 si possible, donc si jamais les intéressés les amènent.

Vous disposez déjà de ceux de Kanyinya.

Il faut envoyer par un courrier sûr cette lettre de Hitimana Jean (Ruhuhi).

On y trouve justement la liste des parents d'élèves de 6^e Kiyonza. Il nous a fait cette liste sur un mauvais papier, alors j'ai dit à Rose de la recopier sur un bon papier. Je me rend compte, au moment où je fais le courrier, qu'il y a deux feuilles semblables pour Kiyonza, la mauvaise feuille sera brûlée, et je garderai la bonne copie est malheureusement après que la feuille est complètement consommée, j'ai trouvée que Rose n'avait pas marqué devant les noms des parents, les fameux A et B. C'est pour cette raison que je renvoi le document à Hitimana si vous le voyez personnellement, veuillez lui signifier à basse voix et lui recommander de vous renvoyer d'urgence le document et d'une main très sûre.

Encore une fois j'insiste sur la discrétion. Faites autant pour les intéressés. Il faut que vous essayer de récupérer les 4 qui restent et que vous les déposiez personnellement chez le destinataire (Sylvère) avant le 9/04 au plus tard 10/04/86.

A.P.
5/4/86

N.B. : Déchirer SVP cette lettre après lecture.

Document n° 2

Monsieur J.,

Je vous renvoie cette liste des parents des élèves de 6^e Kiyonza pour le complètement des « A et B ».

C'est par mégarde que la liste m'envoyée a été brûlée avant de compléter par « A et B » cette copie.

En effet, j'avais demandé à une personne de mon Bureau de copier la liste sur une feuille convenable. Il a fait la copie (celle-ci que je vous renvoie mais malheureusement elle n'a pas marqué les A et les B.

Quelques jours après, j'avais oublié cela, alors au moment où j'allais transmettre les documents, j'ai trouvé deux listes semblables pour Kiyonza « j'avais oublié que j'avais pu copier la liste » j'ai immédiatement décidé de garder la bonne copie et j'ai brûlé l'autre. Alors j'ai constaté après que cette copie n'était pas achevée c'est-à-dire qu'il *manque* les renseignements les A et B » seulement.

Veillez donc me marquer très rapidement ces fameux A et B devant les noms des parents et me renvoyer d'urgence ce document.

Vous l'enverrez à l'adresse de M.

signature illisible

5/4/86

NB : Je vous recommande de nouveau la discrétion SVP. Déchirez la lettre après lecture.

Document n° 3

République du Burundi
Ministère de l'Éducation nationale
Département de l'enseignement primaire
Canton scolaire de Kirundo

Liste des élèves
Kanyiny 1
A 51 B 53

École primaire Mutara
A 25 B 29

École primaire de Gikomero
A 3 B 30
EP Ceru
A 23 B 25

Liste des enseignants
Direction Murama
A 19 B 6

École primaire Murama
Direction Vumbi A 10 B 18

Document n° 4

République du Burundi
 Ministère de l'Éducation nationale
 Département de l'enseignement primaire
 Canton scolaire de Kirundo
 Direction des Écoles Primaires de Sasa

Liste des enseignants
 par ethnie et par nationalité de Sasa

Tutsi burundi 5
 Hutu burundi 6
 Rwandais 5

Liste des élèves en 6 ^e A	Liste des élèves en 6 ^e B par sexe ethnie et nationalité
Garçons tutsi 9	Garçons tutsi 10
Filles tutsi 5	Filles tutsi 3
Garçons hutu 13	Garçons hutu 14
Garçons rwandais 4	Filles hutu 12
Filles rwandaises 12	Garçons rwandais 4

Document n° 5

Canton scolaire de Kirundo	Direction scolaire de Ntega	Liste des élèves de 6 ^e année A	Liste des élèves de 6 ^e B	Liste des élèves de 6 ^e année Gisitwe
Garçons tutsi		6	16	1
Filles tutsi		6	10	2
Garçons hutu		28	9	20
Filles hutu		9	12	15

Document n° 6

Rapport du directeur d'une école secondaire à sa hiérarchie (1984/1985).

NB :

Apparemment l'équipe est équilibrée :

— 17 Hutus (6 licenciés, 1 IP, 9 D7, 104) ;
 — 17 Tutsi (1 directeur, 1 économe, 2 surveillants, 2 secrétaires, 1 bibliothécaire, 3 D7, 7 licenciés).

Mais il y a ici inconscience ou plutôt honnêteté dans leur façon de servir. Pas de privilèges pour telle ou telle ethnie, alors que le premier groupe est plutôt mal intentionné envers les tutsi.

— 2 Zaïrois (graduats) ;

Plutôt partisans des idées qui animent les Hutu.

— 8 Rwandais (2 surveillants, 6 professeurs).

Ceux-ci sont indifférents.

Conclusion

En soi il n'y a rien de dramatique ! Mais il faut une direction forte capable de (faire équilibre) limiter les dégâts et de suivre régulièrement l'évolution des résultats scolaires des élèves.